

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## AMERIQUE ET EUROPE

### CE QUI SE CACHE DERRIERE LE PETROLE

Les grandes crises accélèrent le cours de l'histoire.

Le monde ne sera plus ce qu'il a été à la veille du 6 Octobre 1973, début du dernier conflit du Proche-Orient.

Durant cet événement l'Amérique a suivi la voie de la preuve de force démontrant ainsi qu'elle n'avait en face d'elle qu'un seul grand interlocuteur. L'Union Soviétique a suivi la même voie prouvant qu'elle avait les mêmes idées que les U.S.A. et a fini par sacrifier ses protégés Arabes dès que cette preuve de force présenta trop de risques pour elle.

L'Amérique avait un seul protégé, Israël, mais elle avait aussi des alliés atlantiques, c'est-à-dire l'Europe. Cependant elle n'a pas senti la nécessité de consulter ses alliés européens ni avant ni après la fameuse «alarme» et n'a même pas considéré la répercussion que ses susdits alliés auraient subi par la descente sur le champ de bataille du «Général Pétrole».

L'Europe des Neuf a même été attaquée du côté américain pour le comportement qu'elle a eu durant la guerre du Proche-Orient, quand c'était elle justement qui semblait destinée à en supporter les plus lourdes conséquences, à la suite de l'arrêt partiel du débit des oléoducs, et peut-être l'énorme hausse injustifiée du prix décidée unilatéralement par les arabes avec l'achat d'armes de la Russie.

Ce seul sacrifice économique, au cas où n'interviendraient pas d'accords qui amélioreraient ou de décisions arabes qui empireraient, peut être estimé pour les 12 prochains mois à environ 20 milliards de dollars qui, en monnaies fortes ou en or, devront être transférés de l'Europe aux producteurs arabes. C'est avec des yeux différents que les alliés des deux côtés de l'Atlantique ont jugé la crise du Proche Orient, et si cette crise s'était ultérieurement prolongée dans sa phase la plus aiguë, les divergences des intérêts et des avis

s'accentueraient encore davantage.

L'Amérique n'a fait les comptes que pour elle et les porte-parole U.S.A., face à la menace d'embargo du pétrole, qui fut ensuite appliqué par les arabes, ont toujours répété que leur nation ne dépend de ce fond d'approvisionnement que pour une quote minime et que par conséquent les américains auraient pu aisément supporter les restrictions de la consommation pétrolière qui s'ensuivraient.

C'est seulement après cela que Nixon a admis que l'Europe, cet hiver était menacée de «mourir de froid», mais cette admission fut faite sur un ton de reproche plutôt que sur un ton de justification. Peut-être voulait-il laisser entendre que l'Europe est majeure et qu'il est temps qu'elle résolve ses problèmes elle-même.

L'Europe n'a jamais pris part, en aucun moment et d'aucune manière, au bras de fer entre les deux super puissances. La Russie, en fait, n'a de comptes à rendre à personne de ses actions politiques car ses alliés du Pacte de Varsovie ne sont en réalité que des satellites et de toute manière elle est en mesure de les travailler de tout le pétrole dont ils ont besoin.

L'Amérique, dont les rapports sont bien différents avec ses alliés européens, n'a eu aucun égard cette fois-ci pour personne, même pas pour l'Angleterre qui a toujours été habituée à des traitements de faveur, et le gouvernement de Bonn non plus, le grand allié des Etats Unis, n'a pu se soustraire à cette situation de grande difficulté.

Le nouveau conflit arabo-israélien a donné une impulsion à une évolution qui commença le jour où Henry Kissinger annonça en son style typique qu'il entendait en 1973 mettre au clair les rapports U.S.A. avec l'Europe. L'impulsion aura peut-être un plus grand effet que la «cure» que Kissinger réservait à l'Europe, «cure» qui rendrait les Européens plus unis entre eux en raffermissant une identité européenne. Il est nécessaire que l'Europe affirme maintenant cette identité propre car cette union est devenue un argument de survivance pour l'Europe même. Les étapes ont été littéralement brûlées, au-delà des prévisions du «médecin politique Kissinger».

Les arabes eux-mêmes qui ont une fois de plus mesuré les limites de l'appui russe, justifient l'emploi de leur «arme du pétrole» qu'ils pensaient avoir braquée surtout contre les Etats Unis mais qui est en train de nuire vraiment et exclusivement à l'Europe et au Japon, en tant qu'emoyencier citif pour contraindre l'Europe à constituer une unité politique qui la détache de l'influence américaine. Nous ne savons pas s'il fallait sourire ou pleurer en écoutant les interviews télévisées des hommes politiques arabes, mises en onde récemment sur les réseaux européens. Les arabes nous reprochent de ne pas avoir constitué une Europe et c'est encore une bonté de leur part  
(suite à la page 18)

**ROBERTO CESTELLI**

En mettant l'Europe à l'épreuve

## L'EUROPE EST-ELLE CAPABLE DE CONTRIBUER A LA SOLUTION DES PROBLEMES INTERNATIONAUX OU NON ?

...L'a demandé le Président Français M. Pompidou

Au cours d'une réunion de ministres, le Président français M. Pompidou a mis l'Europe à l'épreuve: est-elle capable de contribuer à la solution des problèmes internationaux ou non? Cette initiative de M. Pompidou reflète plutôt un espoir qu'un projet; et cet espoir concerne le conflit le plus douloureux de ces dernières années, celui du Moyen Orient, dont les conséquences économiques ont particulièrement touché l'Europe. Le Président de la République Française n'a même pas hésité à exprimer l'«amertume» du gouvernement français ainsi que celle des autres gouvernements européens pour l'indifférence montrée par les «grands» à l'égard

de l'Europe.

«Nous sommes obligés de constater - a dit le Président - que la cessation des combats et les tentatives d'initier une négociation ont été préparées et achevées sans la participation de l'Europe. Cette manière de procéder est dangereuse car l'expérience nous enseigne que les ententes bilatérales entre deux grandes puissances, Etats Unis et Union Soviétique peuvent être utiles à la distension mais peuvent aussi conduire à un conflit général. La méthode ne tient pas compte du rôle que devraient jouer les pays européens liés au Proche Orient par l'histoire, par la géographie et par les liens de toute

sorte, fondamentaux dans le domaine économique».

Pour ces raisons «et pour d'autres», M. Pompidou juge nécessaire de «mettre à l'épreuve la solidité de la construction européenne et la capacité de l'Europe de contribuer à la solution des problèmes mondiaux». Le gouvernement français propose donc:

1) dans le domaine politique, que des réunions périodiques entre Chefs d'Etat uniquement, ou de Gouvernement, aient lieu pour confronter leurs attitudes et les mettre en harmonie dans le but aux fins d'une coopération politique; et que la première réunion ait lieu avant la fin de l'année; et que lors de cette première rencontre la règle de se réunir d'urgence dans les moments de crise soit adoptée.

2) dans le domaine économique et monétaire, que les ministres des finances se rencontrent pour s'occuper des questions monétaires, de la lutte contre l'inflation, lutte rendue urgente à la suite du renchérissement de l'énergie. Par contre M. Pompidou n'a pas mentionné le problème de l'approvisionnement du pétrole, problème bien plus aigu et menaçant que n'en est la hausse du prix. Ceci pourrait signifier, surtout lorsque l'on apprend par un ministre que la France n'a rien à craindre pour ses approvisionnements énergétiques, que l'Elysée n'est pas disposé pour le moment à participer à un front unique des pays consommateurs contre les pays producteurs.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de l'information, a relevé que la déclaration du Président ne doit pas être interprétée comme une attaque à l'Amérique puisqu'il a mis les deux grandes puissances au même niveau. M. Lecat n'a pas répondu affir-

mativement quand il lui a été demandé si pour cette déclaration l'Elysée avait consulté les membres de la Communauté. Il a seulement dit que pour la faire, M. Pompidou a tenu compte des échanges de points de vue habituels, très intenses après le sommet de l'année dernière.

Seul, M. Jean Lecanuet, chef des démo-chrétiens réformateurs qui se tiennent en équilibre entre le gouvernement et l'opposition, a commenté jusqu'à présent l'initiative. «C'est un pas en avant, a-t-il dit, mais ce n'est pas encore assez. Quoi qu'il en soit, le Président montre qu'il a compris l'importance des événements».

Dans les cercles politiques français l'on ressent une vive humiliation pour ce qui arrive; non seulement la France; mais l'Europe entière, dit-on, sont ignorées des grands et il faut que les européens aient un soubresaut de volonté s'ils veulent sauver leur prestige et leur indépendance.

Il est nécessaire de procéder sur la voie de l'union mais il sera difficile de l'emprunter si quelqu'un dans la Communauté insiste pour occuper la position de Premier, que ce soit même «inter pares». Le moment ne se prête pas aux tours de prestidigitation.

... Pourtant, il est aussi nécessaire que la France-même avant tout respecte cette idée de l'«unité européenne», unité qui ne sera jamais possible si ses fidèles se limitent en paroles et en discours. C'est vrai que l'Europe - y compris la France - est ignorée des grands: tout particulièrement en ce moment si difficile. Mais il est vrai aussi que l'Europe est souvent ignorée par la France, spécialement en moments si difficiles comme le présent...

## LA REUNION JOINTE DE L'ASSEMBLEE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Les membres de l'Assemblée du Conseil de l'Europe (regroupant 17 pays) et du Parlement Européen (regroupant 9 pays), ont tenu leur Réunion Jointe annuelle le mercredi après-midi 14 novembre 1973, à Strasbourg, pendant la session du Parlement. Le thème de la réunion de cette année était «Perspectives de libéralisation des échanges dans le cadre des négociations du GATT».

Deux rapports ont été présentés, l'un par M. André Dequae, soc. chr. belge, au nom de l'Assemblée du Conseil de l'Europe l'autre par M. Christian De la Malene, UDR français, au nom du Parlement Européen.

Comme d'habitude, aucun texte n'a pas été adopté par la Réunion Jointe mais un communiqué commun a été cette fois publié à l'issue du débat par les Rapporteurs, sous la responsabilité des Présidents des deux Assemblées.

A la suite de la période d'intense activité politique qui a régné cet été en Europe l'Assemblée du Conseil de l'Europe a consacré sa session d'automne à trois questions importantes qui affectent les 17 Etats membres de l'Organisation.

L'attitude de l'Europe face aux récents développements au **Proche Orient** était débattue avec Mme Golda Meir, Premier Ministre d'Israël, qui s'est adressée à l'Assemblée le 1er octobre et a répondu aux questions des parlementaires. (Un leader arabe sera invité à s'adresser à son tour à

l'Assemblée au cours de 1974).

Les nouveaux espoirs en une amélioration des **relations Est-Ouest** en Europe furent au centre du débat politique qui a débuté le lundi 1er octobre également, par un rapport sur la préparation de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération européennes.

Enfin, toujours au cours du débat politique qui se poursuivit le 2 octobre, l'Assemblée a discuté du rôle de l'Europe dans le **commerce mondial** dans le contexte des négociations du GATT.

Outre ces thèmes politiques, l'Assemblée a discuté en débats publics de problèmes sociaux, économiques, juridiques et de droits de l'homme, et d'aménagement du territoire.

Les sujets particulièrement d'actualité ont été les suivants:

- interdiction de la publicité du tabac et de l'alcool
- intégration des travailleurs migrants
- résultats de la Convention européenne des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe et de la Déclaration des Nations Unies depuis leur conclusion il y a respectivement 20 et 25 ans.
- liberté d'expression et rôle de l'artiste dans la société européenne.

Plusieurs Ministres ont assisté à la session et se sont adressés à l'Assemblée

Les parlementaires des pays de l'AELE qui assistaient à l'Assemblée, ont tenu leur réunion publique habituelle le samedi 29 septembre.

## Une entrevue du Chancelier Monsieur Willy Brandt

### JE SERAIS TRÈS HEUREUX SI NOUS POUVIONS RÉALISER LES ÉTATS-UNIS DE L'EUROPE...

«N'avez-vous jamais eu des moments de doute? L'idée que, peut-être, la formation de l'Europe n'est pas possible, ne vous est-elle jamais passée par la tête?»

La question a été posée au Chancelier Willy Brandt par la journaliste italienne Oriana Fallaci au cours d'une entrevue, récemment publiée dans la revue «l'Europeo».

La réponse fut si intéressante qu'elle vaut la peine d'être rapportée:

«Non, on peut faire l'Europe. On est en train de la faire. Naturellement cette union n'est pas encore entièrement faite et elle ne le sera jamais - de la manière que nos amis américains le croyaient lorsqu'ils parlaient (après la deuxième guerre mondiale) des Nations Unies de l'Europe. Les américains ont commis l'erreur de comparer les possibilités relatives à l'unification européenne à ce qui a eu lieu aux États Unis. C'est une comparaison illogique étant donné que les réalités américaines sont complètement différentes des réalités européennes. Créer l'Europe signifie maintenir les valeurs des identités nationales et en même temps structurer un gouvernement européen supervisant l'Europe.

Malgré le rythme lent, malgré le manque d'un «sex-appeal» politique, malgré les obstacles créés par le processus bureaucratique, l'Union ne se fait-elle pas? Ne

nous déplaçons-nous pas librement en Europe? N'avons-nous pas des échanges qui n'ont jamais existé auparavant? Mais si, l'Europe est en train de se faire, j'en suis de plus en plus sûr quand je compare la Communauté Européenne d'aujourd'hui à celle d'il y a 4 ou 5 ans.

..Je serais très heureux si, nous pouvions réaliser les États Unis d'Europe. Moi, si j'avais pu choisir entre une Europe complètement unie et une partie de l'Europe unie partiellement, j'aurais choisi la première: cela va sans dire. Mais ce n'est pas possible. Nous ne pouvons pas choisir entre une solution imparfaite et une autre plus que parfaite. Il faut travailler sur cette Europe divisée en deux et même en trois! Il faut travailler en considérant l'Europe occidentale, c'est-à-dire cette Europe capable de se tourner vers une structure de gouvernement commun. Ensuite, grâce à cette politique de détente déjà initiée, il faudrait amplifier les rapports entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale; et cela devrait pouvoir arriver malgré les différences existant entre le système social de l'Europe orientale et le nôtre. Oh! si quelqu'un pouvait m'offrir le moyen de nous unir avec quelque chose de plus que l'Europe occidentale, je lui dirais: bien, très bien, merci. Mais ce n'est pas possible....

.. Du point de vue politique, l'Europe Unie signifie trois choses; la première c'est l'intégration économique. Celle-ci est déjà en voie de développement étant donné que nous nous sommes dirigés vers un système monétaire commun. Naturellement, pas dans le sens où nous devrions tous utiliser la même monnaie, mais dans le sens où il y aurait un rapport stable entre nos diverses monnaies. Oui, d'une certaine manière nous arriverons à une espèce de banque européenne, à une union économique et monétaire. La seconde chose est ce qu'on appelle «l'union sociale de l'Europe». Quand je dis «union sociale» je ne me réfère pas seulement à la politique sociale dans le vieux sens du mot, c'est-à-dire dans le sens des syndicalistes etc. Cela est aussi important mais, moi, par «union sociale» j'entends ce que le «slogan» moderne définit «qualité de vie». Autrement dit, je me réfère non seulement à une augmentation de la productivité vu que cette augmentation elle-même ne peut être considérée comme un but. Je me réfère aux problèmes sociaux, aux conditions des travailleurs, à l'éducation... Il faut être assez ambitieux pour obtenir que l'Europe occidentale unie devienne en dix ans la partie plus progressiste de ce monde. Dix ans, c'est suffisant; en dix ans nous pouvons y arriver. Alors, il sera possible d'arriver à une structure politique commune de telle façon que politique ne puisse exister sans l'intégration économique et sans l'union sociale.

La troisième chose serait de maintenir nos identités nationales. Ce serait bien dommage d'y renoncer...».

En tout cas, cette nécessité d'accélérer la construction de l'Europe a été très souvent soulignée par le chancelier Brandt ces derniers temps surtout maintenant que l'Europe se trouve encore une

fois en danger à cause de la guerre arabo-israélienne et les conséquences économiques des restrictions du pétrole imposées par les arabes. A son avis, le conflit au Proche Orient n'a fait que souligner l'urgence de cette tâche. M. Brandt proposerait que, dès la fin de 1974, les Etats membres de la Communauté se mettent d'accord sur un projet d'union politique européenne. Ce plan devrait être présenté à la fin de 1975 seulement. En «avançant» ainsi le calendrier, le Chancelier exprime nettement son désir de voir se développer la coopération politique dans le cadre communautaire le plus rapidement possible. L'inspirateur de l'«Ostopolitik» a soutenu que les travaux des Neuf à Bruxelles ne doivent pas porter seulement sur des questions économiques, vu que les tâches politiques relèveraient de la seule compétence des chefs d'Etat et de gouvernement et resteraient «extra-communautaires».

D'après M. Brandt, les sommets des Neuf doivent avoir avant tout pour objectif de donner des impulsions permettant de progresser sur la voie de l'Union européenne tant en économie qu'en politique. C'est pourquoi à Bonn on a tellement insisté pour que la Commission de Bruxelles soit toujours représentée en de telles occasions. Le conflit du Proche Orient a fait apparaître combien il serait important pour l'Europe de revoir les problèmes de sécurité européenne. Pourtant, il y a des difficultés pour arriver à cette conception commune de la défense. Les Allemands considèrent que tout système européen doit être relié à l'OTAN que la France a quitté ne comptant y rentrer.

En tout cas, la crise de l'énergie résultant du conflit au proche Orient devrait constituer un stimulant pour les européens: non seulement parce qu'il doivent trouver dans les délais les plus brefs des sour-

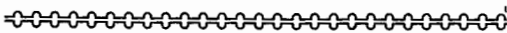
## Un pas décisif vers la création de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)

C'est à 50 sur les 51 requises que s'élève désormais le nombre des ratifications des Statuts de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) à la suite de leur toute récente approbation par le Sénat des Etats-Unis. Cela permet de dire que la création de l'OMT touche le point limite de son compte à rebours.

□□□□□

Le Sénat américain a approuvé par un vote unanime de 95 voix sans opposition la résolution autorisant les Etats-Unis à adhérer à la nouvelle organisation qui remplacera l'Union Internationale des Organismes Officiels de Tourisme (l'UIOOT qui comprend 115 pays, est une organisation à caractère technique qui couvre tous les domaines du tourisme. Le secteur privé est représenté par 89 organisations nationales et internationales qui constituent ses membres associés).

L'OMT sera constituée dès que ses Statuts, adoptés par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT (Mexico, septembre 1970), auront été officiellement approuvés et déposés par 51 Etats.



ces énergétiques qui remplaceraient le pétrole, mais surtout parce qu'ils doivent se préparer bien unis à affronter les dangers et les menaces, de rimporte quel côté qu'ils proviennent. Les pays européens ont beaucoup souffert et beaucoup payé, dans le passé à cause de leur incapacité de conduire une politique commune. Le conflit au Proche Orient est une autre sonnette d'alarme. Il est temps que l'Europe se réveille,

## Les mouvements des jeunes et le Fonds Européen pour la Jeunesse

Une somme de 1.500.000 francs vient d'être attribuée par le Fonds européen pour la Jeunesse du Conseil de l'Europe à des mouvements de jeunes pour organiser des manifestations sur des thèmes d'actualité européens.

Les stages et conférences prévus pour fin 1973 ou début 1974 porteront sur:

- les problèmes de la migration et la situation des jeunes travailleurs
- l'éducation et la formation d'une conscience politique de l'étudiant
- l'Europe et le Moyen-Orient
- les problèmes économiques: le développement, la planification et le développement régional.

Une subvention a également été accordée à la Fédération européenne des jeunes chorales pour la rencontre «Europe Cantat» organisée cette année avec la participation d'orchestres de jeunes et de nombreuses chorales européennes.

Ces décisions ont été prises par le Conseil de direction du Fonds, réuni sous la présidence de M. Heinz Westphal, Secrétaire d'Etat parlementaire auprès du Ministre de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé de la République Fédérale d'Allemagne.

Le Fonds, créé en 1972 par le Conseil de l'Europe, a pour but d'encourager la coopération de la jeunesse en Europe en apportant son appui financier aux activités européennes de jeunesse visant à favoriser la compréhension et la coopération entre les peuples d'Europe et du monde. Il encourage les activités organisées par des mouvements internationaux et nationaux de jeunesse ainsi que par des services volontaires de jeunesse des 17 pays membres du Conseil.

## Un discours du Professeur à l'Université de Paris M. Guy Serraf

### METHODOLOGIE MARKETING POUR LA DIFFUSION D'UN PRODUIT SUR UN NOUVEAU MARCHÉ

Un Séminaire Européen de Marketing a eu lieu en Octobre dernier à Athènes, organisé par la Fédération Internationale de Marketing en collaboration avec l'Association Hellénique de Marketing et l'Association Hellénique de Management. Les participants, provenant de toute l'Europe, Occidentale et Orientale, ont eu l'occasion d'y suivre une série de rapports et allocutions prononcés par des spécialistes en matière. Parmi les rapporteurs les plus qualifiés, le Professeur à l'Université de Paris Monsieur Guy Serraf (vice-Président de l'ADETEM, vice-Président de Bernard Krief Consultants for Europe) a parlé sur la «Méthodologie Marketing pour la diffusion d'un produit sur un nouveau marché». Vu l'intérêt du sujet nous publions ci-dessous un extrait de son exposé.

En premier lieu, M. Serraf a présenté et analysé les questions à prendre en considération pour justifier l'innovation d'un produit; telles questions se réfèrent: a) au marché et aux clientèles cibles; b) à la distribution; c) aux forces de vente; d) à la production; e) à la gestion et aux prix; f) au plan juridique; g) au communication-mix. M. Serraf a souligné ensuite:

Toutes les questions qui précèdent doivent être complétées par une réflexion en ce qui concerne le lieu où l'on compte développer le nouveau produit. S'agit-il d'un marché déjà connu et pratiqué par la firme ou faut-il rechercher un nouveau marché qui serait à la mesure de ce qu'on espère du nouveau produit? Mais pour, un chef de marché, sera réputé nouveau produit celui qu'il introduit sur le marché dont il s'occupe et qui accroît les moyens qu'il aura de le mieux exploiter.

On considère, communément, qu'un produit sophistiqué, lancé sur un marché nou-

veau, trouve d'abord un segment capable (culturellement ou économiquement) de le recevoir. A l'inverse, un produit se situant en bas de gamme a des chances de se développer sur un segment à bas pouvoir d'achat. Selon le marché considéré ce qui était un bas de gamme dans un marché sera peut-être un produit de large diffusion d'un bon niveau dans un autre marché par exemple dans une zone sous-développée. On peut aussi se demander s'il faut simultanément lancer le produit nouveau dans les marchés classiques, bien travaillés par la firme, et dans un marché nouveau où elle va faire son apprentissage. Un stratège ne manquera pas de chercher si des produits considérés comme en perte de vitesse sur un marché peuvent être transplantés avec succès sur d'autres marchés plus neufs et moins pourvus. Ou bien, est-ce plutôt les produits en phase de maturité ou de plafonnement qui sont les mieux placés pour faire une percée sur un nouveau marché? Cette dernière position est celle de la

prudence mais aussi d'une certaine myopie: la plupart des firmes, en effet, pratiquent traditionnellement en lançant les nouveaux produits sur leur territoire d'origine, dans le marché dont elles pensent maîtriser les mécanismes; elles ne débouchent sur des nouveaux marchés qu'après un bon développement national. On voit tout de suite l'objection marketing: ce produit conçu et testé pour une certaine culture ne risque-t-il pas de ne plus trouver le passage ailleurs? En tous cas, cette démarche fait peser une contrainte de temps (attendre les succès dans le marché d'origine) et une contrainte marketing (revoir la formule du produit selon les résultats des études sur les marchés nouveaux). C'en est assez pour, dans certains cas, rater des opportunités sur ces marchés où la concurrence aura beau jeu d'intervenir et, au prix d'une certaine audace, pourra occuper les places de choix avec une avance confortable.

Dans le cas d'une diffusion d'un produit en pleine maturité sur un nouveau marché, le lancement peut réussir soit parce qu'il provoque la révélation d'un besoin latent qu'il est seul à satisfaire, soit parce qu'il s'est glissé dans un créneau non occupé, soit parce qu'il a assuré déjà son profit sur le marché initial et qu'il finance ainsi l'effort sur le nouveau, soit parce qu'il accepte une politique de prix ou de service percutante pénétrant le marché et mettant en difficulté la concurrence.

Selon qu'on a adopté une stratégie de diffusion **internationale** (considérer globalement l'ensemble des marchés et s'y attaquer avec une définition homogène du produit), **multinationale** (en faisant des choix et en définissant des formules différentes de produit sur chaque marché retenu), ou d'exportation (en commençant par le marché d'origine et en ne se développant que de proche en proche secondairement), on aura à résoudre des problèmes différents.

Saura-t-on chercher en tous marchés les idées d'innovation et les types de demandes implicites? Comment décider sur quel marché-cible démarrer, tester la stratégie de lancement, choisir les marchés qui seront les prochains élus, avec quelques éventuelles modifications du marketing-mix? Nous venons de voir qu'il n'est pas toujours souhaitable d'attendre l'innovation de l'analyse du pays d'origine, d'y préparer les nouveaux produits sur les indications données par les seules études locales, et d'étudier là les réactions de la concurrence. Des marchés différents présentent des besoins à des stades d'évolution différents, ont des modalités d'absorption pas toujours comparables, et sont susceptibles de nous mettre en présence de types de concurrence très particuliers.

Les Etats-Unis sont encore actuellement très fortement centrés sur leur marché intérieur et y conçoivent presque toutes leurs innovations; aussi voit-on les firmes américaines faisant du commerce sur le monde entier tentées d'adopter une stratégie internationale avec une unité de doctrine commerciale, plutôt qu'une stratégie multinationale avec un marketing individualisé par marché ou par pays. Souvent les directeurs de marketing de sociétés-filles nationales acquièrent seulement le droit d'initiative dans la combinaison et le choix de leur politique de produits à partir exclusivement du product-mix de la société-mère. A l'inverse, les producteurs suisses, comme les allemands et les japonais, ont appris depuis longtemps à penser en termes de marchés multinationaux.

Si la source du produit est le pays d'origine de la firme, la diffusion est **centrifuge**, tend à s'organiser de façon aréolaire sauf incidents géographiques ou politiques qui déformeront la succession régulière des auréoles. Au contraire, si la diffusion se fait à partir des quelques marchés sen-

sibles décelés, on pourra avoir une diffusion de forme **multi-stellaire** dont les ramifications correspondront aux similitudes de profils entre certains marchés qui paraissent devoir être les lieux de l'élargissement futur de la diffusion. Ainsi la progression se fera avec le maximum de prévisions et d'efficacité en passant par tous les marchés qui auront révélé des opportunités pour le produit considéré.

Au-delà de cette phase de lancement, l'expérience montre que la stratégie ne peut être que spécifique à chaque marché, et que toute conception internationale centralisée entraîne des risques par sa rigidité-même. Le développement des ventes exige une révision attentive des coûts de production et de transport. Complémentairement, les problèmes se posent au niveau des pièces détachées, du service après-vente et de l'entretien. Le réseau de stockage et les circuits de distribution risquent aussi, par la pression du quantitatif, d'introduire l'exigence d'un changement qualitatif. La solution de l'exportation voit ses avantages diminuer au fur et à mesure que le succès s'affirme; la solution de l'**implantation** de sociétés-filiales devient de plus en plus intéressante. A la rigueur, un fabricant qui aurait un produit unique et inimitable pourrait se permettre de conserver pendant très longtemps une pure politique d'exportation. Encore peut-on se demander s'il peut y avoir une incité de longue durée que ne viendra pas compromettre l'effort de la concurrence; de même faut-il s'interroger sur une politique qui serait centrée sur un seul public, défini une fois pour toutes, et qui négligerait les transformations et les innovations suggérées par l'évolution culturelle. Même quand on vend de l'essence, de l'énergie électrique, des systèmes informatiques ou des relais de satellites artificiels, les monopoles s'effritent et les intérêts du marché changent de polarisa-

tion.

Nous reviendrons plus loin sur la stratégie des lieux de production. Disons simplement ici que la réussite d'un lancement sur des pays sous-développés, sous réserve des coûts d'implantation des dispositions légales, et de la qualité de la main d'oeuvre locale, appelle une réflexion concernant l'établissement d'une production locale. A long terme, cependant, cette solution peu amener une diminution des prix, pour un profit toujours considérable puisque la somme des coûts de fabrication et de transports aura baissé; ceci peut aller jusqu'à entraîner la tentation pour ces pays d'exporter à leur tour sur le marché d'origine. Ce dernier mécanisme ne se développe pas dans le cas où les coûts de production ont une faible importance dans l'établissement du prix au consommateur, par exemple pour les spécialités pharmaceutiques et pour presque tous les produits alimentaires.

Ainsi, on pourrait considérer que les nations à industrie très développée auraient un avantage certain dans la course à l'innovation, au lancement et au développement de produits, au risque de voir les rapports de force s'inverser lorsque le poids des coûts de production s'accroît. La parade habituelle des pays développés est d'avoir acquis une réserve de profits considérable pour continuer à pousser l'innovation technologique, ou la création de solutions commerciales qui déplaceront les intérêts de publics fortement sophistiqués et à pouvoir d'achat élevé. En ce cas la **transculturation** en retour perdra de son impact car le marché se sera déplacé dans l'intervalle de temps. C'est ce qu'ont très bien compris les japonais qui poussent les innovations depuis ces dernières années pour éviter d'être piégés sur des formules obsolescentes. L'ensemble de ces constatations doivent cependant être étudiées

en les saisissant dans le cadre des réglementations par lesquelles des gouvernements contrôlent les mécanismes économiques et en modifiant le jeu à des fins protectionnistes.

D'un point de vue pratique, nous proposons une **typologie des stratégies de diffusion d'un produit** en prenant en considération certains **éléments du marketing-mix**, en étudiant quels sont ceux d'entre eux qui restent semblables d'un marché à l'autre, et quels sont ceux qui peuvent changer. Nous retiendrons les éléments suivants: 1. les usages dans lesquels le public fait rentrer le produit, le comportement des utilisateurs; 2. les caractéristiques techniques du produit; 3. l'apparence du produit sa forme, son éventuel conditionnement; 4. le communication-mix (publicité, promotion argumentaire de vente) par lequel le produit est présenté, par lequel son image est insérée dans les idées et les attitudes des publics constituant le marché; 5. le nom du produit ou de sa marque si elle lui est intimement associée.

Les dix stratégies de diffusion d'un produit ont été ensuite analysées par le Prof. Serraf qui a aussi défini que:

«Pour qu'une firme puisse décider d'un choix de telle ou telle politique, il faudrait qu'elle tienne compte concrètement des cinq dimensions suivantes:

- a - le degré d'homogénéité du marché et de la demande: les tendances qu'on peut en prévoir;
- b - la qualité, l'ampleur et la cohérence de la réponse apportée par le produit ou la gamme;
- c - le stade d'évolution des produits, leur type de dynamisme
- d - les politiques adoptées par les principaux concurrents;
- e - les potentialités financières, techniques, humaines, commerciales de l'entreprise.

Il nous faut dire un mot de l'expression marché/ produit: pour qu'elle soit correcte, il faut l'écrire au pluriel. En effet, sauf cas très particuliers, il est difficile d'aboutir absolument à une coïncidence exclusive entre un marché et un produit. La production ajustée à ce principe peut conduire à des unités plus petites tous en étant très efficaces et tournant à près de leurs 100%/. Hors de ces cas favorables on peut faire l'observation générale qu'une optique étroite liant un produit à un marché conduit à isoler un produit sur un segment cette politique étendue à l'ensemble des produits figerait l'action commerciale dans la seule exploitation intensive en profondeur et la rendrait très vulnérable à toute évolution des marchés. Il faut enfin faire justice de la conception vicieuse et confuse de «chef de produit/ marché» qui, en égard aux remarques précédentes, enfermerait le chef de produit dans un rôle de promoteur, ce qui est antimarketing puisqu'il aurait un champ de vision très amoindri.



Nous finirons ce chapitre en donnant un exemple d'application du tableau de stratégies, dans une optique sélective pluri-marchés:

- 1 - Un éventail d'usages assez ouvert pour intéresser divers marchés;
- 2 - Des caractéristiques techniques aussi standardisées que possible;
- 3 - Des apparences adaptées selon les marchés (une certaine normalisation des formes facilite le stockage, le transport: la mise en place aux points de vente; à l'inverse, son excès fait perdre l'individualisation du produit et de la marque, et son attrait différentiel par rapport à la concurrence);
- 4 - Un communication-mix, fortement spé-

cifique et très ajusté à chaque segment;

5 - Une marque internationale fortement charpentée et stable, éventuellement déclinable (un jeu multiple de noms de produits peut servir à fixer électivement plusieurs segments tranchés dans leurs usages, leurs comportements et leur pouvoir d'achat; il est aussi nécessaire pour agir par différents canaux de distribution aux images et aux clients bien différenciées; au niveau international, le ou les vocables auront été préalablement testés dans chaque langue).

L'exposition de M. Serraf a été conclue par une analyse détaillée de l'optique plurimarchés du Marketing, étant donné que - comme l'orateur l'a expliqué - «traitant de la stratégie des produits, il est d'abord indispensable d'affirmer le principe d'un marketing plurimarchés».

**Prof. Guy SERRAF**

## **L'AN PROCHAIN, UNE GRANDE CONFERENCE DE LA F.A.O. AURA LIEU**

L'unanimité des représentants de près de 130 pays qui ont assisté à Rome à la conférence biannuelle de la F.A.O. (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a demandé l'organisation, dans un an, d'une grande conférence alimentaire pour étudier les moyens de prévenir les famines et d'assurer l'approvisionnement des populations des régions touchées par les calamités.

En principe, cette conférence extraordinaire se tiendrait en novembre 1974 et réunirait, au niveau ministériel, tous les pays membres de l'ONU.

## **REUNION A HUIS CLOS DES MINISTRES DES FINANCES**

Les ministres des Finances des cinq grands pays occidentaux, M.M. Schmidt (Allemagne), Barber (Grande Bretagne), Schultz (Etats Unis, Inamura (Japon), et Giscard d'Estaing (France) se sont réunis les 24 et 25 Novembre près de Tours, en France; cette rencontre, qui s'est déroulée à huis clos, devrait être inscrite dans le droit fil de celle qui eut lieu à Nairobi avant l'Assemblée du Fonds monétaire international et qui détermina tout le cours des débats. Au moins telle était la thèse officielle qui représentait la vérité... Pourtant, la Presse française avait exprimé quelques réserves sur la réunion en question. Tout particulièrement, il a été souligné que «après que les Etats-Unis eurent obtenu que le groupe des Dix, où ils se sentait en minorité par rapport à l'Europe, devienne un groupe de vingt-quatre, il est apparu que l'étude de la réforme monétaire ne pouvait progresser avec des participants aussi nombreux. D'où la réaction qui conduit à se réunir à Cinq. De fait, à Nairobi, une autre rencontre avait été prévue avant la session des Vingt-quatre; cette rencontre ne se tiendra que dans la seconde moitié du mois de Janvier à Rome et il y a un élément d'urgence indéniable dans cette conférence des grands argentiers qui précède celle des Neuf au sommet».

## **Perennité dans l'histoire**

L'Institut International d'Etudes Européennes a organisé des 3 et 4 Novembre 1973 une rencontre à Rovereto; au cours de cette rencontre quatre relations et quelques communications sur le thème «Pérennité dans l'histoire» ont été présentées. La Maiorie de Rovereto ainsi que l'«Accademia degli Agiati» ont collaboré à l'organisation et ont contribué au succès de la susdite rencontre.

# De l'activité du Conseil de l'Europe

## L'éducation extra-scolaire

Le Comité de l'éducation extra-scolaire et du développement culturel s'est réuni à Strasbourg du 5-10 Novembre pour examiner les thèmes suivants:

- sport pour tous;
- le développement culturel;
- l'éducation des adultes;
- les expériences pilotes dans le domaine de l'éducation permanente;
- la technologie de l'éducation.

## Un symposium sur l'éducation

Les ministres de l'éducation belge ont ouvert (du 19-24 Novembre) un symposium qui a réuni à Bruxelles une cinquantaine d'experts. Les applications pédagogiques de la participation dans l'enseignement y ont été examinées. A signaler notamment, la présentation d'un exposé sur les structures formelles de la participation en Suède et

sur les structures informelles au Royaume-Uni.

## L'emploi des femmes

Un groupe de 25 experts composé en majeure partie de sociologues a étudié à Strasbourg (du 27 au 30 Novembre) un projet de résolution portant sur la préparation des femmes au travail. Le premier volet de la résolution porte sur l'éducation générale et technique, le deuxième sur l'orientation professionnelle, l'information des jeunes et des parents, et le troisième sur le recyclage pour la préparation à la vie professionnelle.

## Diplôme pour la sauvegarde de la nature

Le Diplôme du Conseil de l'Europe pour la Sauvegarde de la Nature a été décerné cette année au Parc naturel germano-luxembourgeois. M. Lujo Toncic-Sorinj, Secrétaire Général du Conseil, a remis le Diplôme aux autorités du Parc le 19 novembre 1973 à Echternach.

Le Diplôme européen pour la Sauvegarde de la Nature, institué par le Conseil de l'Europe en 1965, est décerné pour des territoires, sites ou monuments naturels d'intérêt européen où les mesures de protection répondent à des normes requises. Il est attribué pour une période renouvelable de cinq ans et les titulaires, c'est-à-dire les organes publics ou privés directement responsables, sont tenus d'adresser chaque année au Conseil de l'Europe un rapport sur l'administration et la protection de la zone en question.

Le parc naturel germano-luxembourgeois est le premier projet de l'Europe de l'Ouest qui tend à préserver et à aménager en commun un paysage important en dépassement de la frontière. A cette oeuvre collaborent certaines administrations des deux Etats.



des communes et des associations des deux pays.

Outre la beauté de la région et les nombreux sites naturels le parc germano-luxembourgeois est riche en découvertes historiques, en châteaux et en châteaux-forts ainsi qu'en divers autres monuments historiques: par exemple les ruines du château fort de Vianden, les mosaïques romaines de Diekirch, la villa romaine de Bollendorf, le menhir - un sanctuaire païen - à la «Niederburg» et la célèbre croix «Fraubillen». Des découvertes des temps romains sont éparpillés sur tout le territoire.

La plus grande station de pompage d'Europe près de Vianden comprenant un lac de retenue de plusieurs kilomètres dans la vallée d'Our et deux bassins supérieurs sur le Mont St Nicolas d'une capacité de 6

millions de m<sup>3</sup> constitue une attraction touristique de premier ordre.

La flore et la faune présentent des aspects très variés. La présence d'éléments de flore méditerranéenne est une particularité. 32 espèces différentes d'orchidées sur les sols squelettiques chauds et secs de la partie méridionale du parc sont conservés grâce à des mesures de protection.

Outre la présence de cerfs, de chevreuils et de sangliers, on y trouve un grand nombre d'espèces d'oiseaux y compris des rapaces rares, des cincles plongeurs, des sarcelles d'hiver et d'été, des martin-pêcheurs et des hérons cendrés. Dans l'enceinte du vieux château de Bollendorf, le visiteur peut admirer une fauconnerie avec un grand nombre d'oiseaux à bec crochu gardés d'une manière impeccable.

Le parc naturel germano-luxembourgeois présente aussi un intérêt pour les géologues par l'abondance de formations géologiques.

### **Le problème des prisons européennes**

Les établissements pénitentiaires européens abritent un grand nombre de détenus à court terme dont le traitement et la réadaptation sociale posent un problème majeur à l'administration pénitentiaire.

Dans le souci de remédier à cette situation, le Conseil de l'Europe vient d'adopter une série de mesures tendant à remplacer, autant que possible, l'emprisonnement des auteurs d'infractions mineures par un ensemble de mesures différenciées, intermédiaires entre la détention et la liberté complète. Parmi ces mesures figurent la restriction de liberté, les sanctions pécuniaires, la tutelle sociale et des interdictions légales, ainsi que le recours à bon escient à des périodes de probation de courte durée, combinées avec un traitement intensif par un agent de probation spécialisé.

Le nombre de condamnations à des peines de prison de courte durée, bien que l'on s'efforce actuellement de le réduire, ne cesse d'augmenter. Il ressort d'une enquête menée par le Conseil de l'Europe que ces peines représentent généralement entre 50°/° à 85°/° de l'ensemble des condamnations à une privation de liberté. De ce fait, la population pénitentiaire se compose de 13°/° à 85°/° de condamnés à court terme selon le pays.

La difficulté de soumettre ces détenus à un traitement efficace, le surpeuplement catastrophique de certaines prisons, ainsi que le coût élevé de la construction et du fonctionnement de nombreux établissements, ont incité le Conseil de l'Europe

à recommander aux gouvernements d'appliquer de nouveaux types de sanctions et de traitements.

Outre le traitement en liberté sous ses formes habituelles (probation et mesures similaires), le Conseil de l'Europe préconise:

- la semi-détention (les jours ouvrables étant passés hors de la prison)
- la résidence dans des foyers (pas entièrement séparés de la communauté)
- la permission de travailler chez un employeur extérieur
- les arrêts de fin de semaine (le délinquant est libre le reste du temps)
- les permanences disciplinaires (le samedi après-midi est consacré à la culture physique et la formation technique)
- le service au profit de la communauté (travaux non rémunérés utiles à la communauté)
- les sanctions pécuniaires
- diverses privations de droits (par exemple retrait du permis de conduire).

Ces mesures dépassent la portée d'un simple aménagement de la privation de liberté, puisqu'elles impliquent l'aide active et l'éducation sociale et qu'elles requièrent la participation tant du délinquant que la société. Le texte intégral de la Résolution du Conseil de l'Europe figure en annexe. Un rapport explicatif sera publié vers la fin de l'année.

D'autres dispositions visant à réformer les systèmes pénaux européens ont été adoptées par le Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe organise également des séminaires et visites d'étude à l'étranger pour le perfectionnement du personnel pénitentiaire et accorde des bourses pour la recherche criminologique.

Les experts du Conseil de l'Europe étudient actuellement des problèmes tels que le traitement des délinquants en groupe et en communauté, etc..

## FAUT-IL PARLER D' "ÉROSION" MONÉTAIRE?

... le terme est-il Justifié? Traduit-il correctement la signification du phénomène? M. P. Vinot a analysé cette question dans une étude récemment publiée, dont un extrait nous rapportons ci-dessous.

...L'érosion évoque des phénomènes naturels; la puissance des vents, celle des eaux - des forces dans lesquelles la volonté humaine n'est pour rien. Encore qu'elle puisse s'y abandonner et même en faciliter inconsidérément l'action, par le déboisement et maintes autres formes de gaspillage du patrimoine de l'humanité, dont notre époque offre tant d'exemples.

Ainsi, il est au pouvoir des hommes de combattre l'érosion, ou de la précipiter, mais ses causes et ses agents sont extérieurs aux volontés humaines.

Et c'est ici que l'association d'idées ainsi établie par l'emploi de ce mot, entre cette sorte de phénomènes et le domaine monétaire, apparaît trompeuse. Elle suggère, par cette assimilation, l'idée qu'il s'agirait là aussi d'une sorte de phénomène naturel, aux causes lointaines et confuses, et auquel les volontés humaines serait également étrangères.

C'est précisément sur le bien-fondé de cette impression qu'il importe de s'interroger.

La monnaie - la monnaie-papier de notre temps - n'est pas un fruit spontané de la nature. Elle est le résultat de la volonté, de l'action délibérée des hommes.

Et cette action, et la façon dont elle s'exerce, n'est donc pas pour rien dans le fait que la monnaie se porte bien, ou

qu'elle se porte mal.

On n'ignore pas que l'un des arguments mis en avant pour assurer l'opinion qu'il s'agirait d'un fait inéluctable de notre époque, est qu'il en est de même dans le monde entier.

Après quoi, pour peu qu'on y réfléchisse, on s'aperçoit qu'il existe cependant des pays pour lesquels il est question plutôt de réévaluation de la monnaie. C'est donc que ceux-là ont échappé au phénomène de l'«érosion», ou ne le subissent pas de la même manière? C'est donc que celui-ci n'aurait pas de causes aussi générales?

Et les pays qui y résistent s'en portent-ils plus mal? Il ne semblerait pas. La santé de leur monnaie est au contraire de reflet de la santé de leur production, de leur activité; de leurs ressources naturelles, mais aussi (qu'on pense au Japon, qui n'en est pas tellement doté), du travail de leur population. Peut-être même, accessoirement, du comportement de leurs hommes d'Etat.

Ainsi est-il impropre, et il apparaît trompeur de parler d'«érosion monétaire» parce que c'est en somme entretenir l'idée qu'il s'agirait d'un fait spontané, qui ne serait la faute de personne.

On peut exprimer la même idée en disant que c'est la faute de tout-le-monde.

Or il est vrai certes que beaucoup de pressions s'exercent de tous côtés, chacun désirent bien entendu que sa part soit la plus forte possible, à concurrence d'un même total de biens.

Cependant, suggérer que ce soit la faute de tout le monde est vite dit - et contribue encore à noyer le poisson.

En quoi un veillard qui végète avec les largesses du Fonds de solidarité est-il moins responsable de l'inflation?

En quoi une mère de famille à qui on mesure chichement son allocation de salaire unique - ou à qui on la supprime - est-elle responsable de l'inflation?

Et en quoi les sacrifices qui leur sont imposés permettent-ils mieux de l'éviter?

Il y a certes, des «groupes de pression» avec lesquels doit compter l'Etat. Il ressent les exigences des producteurs: des syndicats, de l'agriculture, de «la distribution»...

Mais, si puissants et si exigeants que soient ces groupes, qui peuvent sans doute «arracher» des augmentations, en quoi eux-mêmes, pourraient-ils faire de l'inflation?

Ils y poussent peut-être l'Etat - c'est à examiner cas par cas. Mais c'est à l'Etat qu'il appartient de céder ou de ne pas céder en ce qui concerne la «défense de la monnaie».

Cela n'a rien à voir avec la puissance des eaux ou celle des vents. Cela se situe bel et bien au niveau des volontés humaines; des décisions d'hommes exerçant des

responsabilités définies.

Parler d'érosion peut-être bien commode pour détourner les esprits de cette sorte de responsabilité. C'est bien pour cela qu'il importe d'appeler les choses par leur nom.

Il y a une dégradation monétaire. C'est là le fait. Dénommer ce fait «érosion» est déjà avancer une interprétation sur les causes et une interprétation fautive: une interprétation qui non seulement éloigne les esprits de la localisation des responsabilités, mais qui crée l'idée qu'il n'y aurait pas de responsabilités.

Il faut en revenir au fait. Le fait de l'amenuisement continu de la valeur de la monnaie. Et si on le ressent comme mal-faisant, si on veut le combattre, il faut, de là, remonter aux causes.

Ce qui est, en recherche médicale par exemple (et l'exemple n'est pas hors de propos, si l'inflation a le caractère d'une maladie), et à moins qu'on ne s'en remette au hasard, la première condition pour trouver un remède.

**Pierre VINOT**

(suite de la page 2) s'ils nous punissent en sanctionnant le pétrole et en appliquant des prix exorbitants, simplement pour nous contraindre à cette union. Certes l'Europe pour eux ne peut remplacer la Russie quant aux fournitures militaires étant donné qu'elle ne peut pas et ne veut pas le faire. Ils ne peuvent donc se faire d'illusions en pensant qu'elle consentirait jamais à la disparition de l'Etat d'Israël.

L'Europe, sous la menace du «Général pétrole» ayant trouvé un langage commun, peut faire entendre sa voix de troisième puissance au moment d'une juste paix qui rétablirait pour toujours la paix dans le Proche Orient et les arabes commettraient donc la grave erreur, en employant contre elle cette nouvelle et terrible arme, de s'en aliéner l'amitié justement quand l'Europe a choisi une situation de neutralité qui l'a mise en contraste avec l'Amérique.

Et les Arabes ne peuvent pas vivre isolés sur leurs lits de pétrole, de devises et d'or.

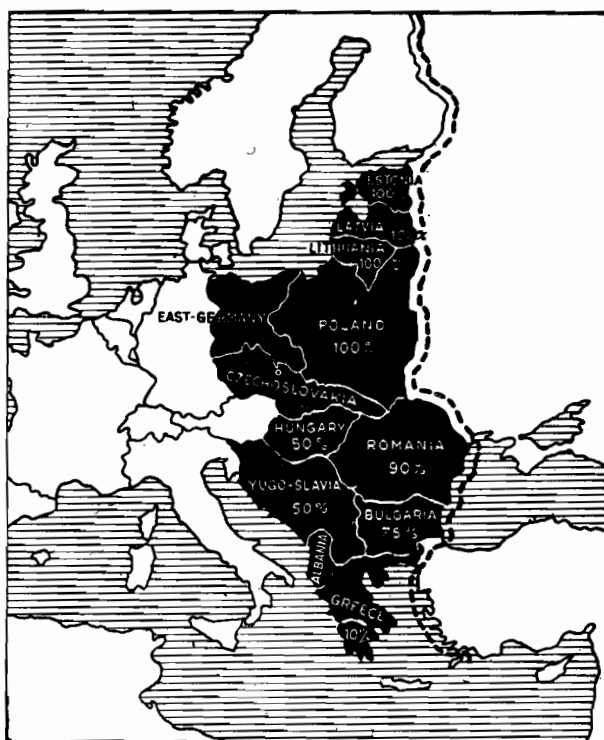
L'Europe, troisième point de force du monde, hostile à s'engager dans un bras de fer avec les deux autres super puissances, est leur client le plus fort et leur unique ami.

**R.C.**

# le principe de souveraineté violé à Yalta

Voici la carte de l'Europe de l'Est cédée par Churchill à la Russie le 9 octobre 1944 à Moscou.

Cette division devait être sanctionnée à Yalta en février 1945.



## A BUCAREST, LA DEUXIEME CONFERENCE DES MINISTRES DE L'EDUCATION DES PAYS D'EUROPE MEMBRES DE L'UNESCO

Pendant dix jours à partir du 26 Novembre 1973 les ministres d'Education des pays d'Europe membres d'Unesco se sont rencontrés à Bucarest, en Roumanie. Ils ont étudié l'évolution de la situation de l'enseignement supérieur, les problèmes posés par la transformation des structures, des programmes et des méthodes de cet enseignement et les possibilités d'une coopération européenne dans ces domaines.

La réunion de Bucarest était la deuxième du genre. La première avait eu lieu à Vienne en 1967. Cette seconde conférence a eu une portée politique aussi vu qu'elle a contribué à savoir jusqu'où l'on peut pousser la coopération en Europe dans le domaine de l'éducation. Depuis Vienne il y a eu des crises dans la plupart des pays; crises dues (affirme l'Unesco) en grande partie, à «un sentiment croissant d'inadaptation de l'enseignement supérieur à la réalité sociale».

En tout cas, les ministres de l'Education des pays d'Europe ont encore fort à faire. Pourtant, la réunion de Bucarest a eu un succès tout particulier. Cela est dû, peut-être au caractère particulier de la ville qui l'a hébergée: Bucarest, la capitale de ce pays «de deux mondes» où l'esprit et la culture de l'Europe orientale et occidentale se rencontrent...

# Bulletin européen

*Ont collaboré ou collaborent*

Konrad ADENAUER, P.E. ARGENTIERI, Alexander ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BAILLEYGUIER, G.W. de BAIZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRANDEN, Pietro CAMPILLI, P. CAPELLE, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Vino CASCINO, René CASSIN, L.E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECILICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLF, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Hertha FIRNBERG, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHIE, Grégoire GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHIERO, Amedeo GIANNINI, A.V. GIARDINI, Guido GONNELLA, Jonathan GUINNES, W.A. HART, Wladimir JONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWING, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Jean MONNET, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSE, Erich MULHMANN, Frédéric NEPVEU-NIVELLE, Per Fausto PALUMBO, Costas PAPAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Alexander von RANDA, Peter RATTAZZI, Olivier REVERDIN, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LOETTE, A.G. SAVOY, Leopold SENGHOR, Carlo SFORZA, André SIEGRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, François VISINÉ, Raymond WARVIER, Rivington R. WIVANT, S.I.L. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

*Bulletin européen*

Fondé par Prof. Dr. J. C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferrari

Direction - Rédaction: Via Larga 11 - MILAN - Tél. 870.487/893.209

## ABONNEMENTS

Italie	Lires 2.000	Etranger	Dollars 3,-
Abon. d'Honneur	5.000	Abon. d'Honneur	10,-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 - Centro Grafico Spazio - Via M. Rosso 15 - Milano